

# VALLS, FOUSSERET : MÊME POLITIQUE !

## Pour les patrons : du pognon

La dernière trouvaille du gouvernement pour relancer l'économie s'appelle "pacte de responsabilité" : offrir 50 milliards de réductions d'impôts aux chefs d'entreprises, qui en échange promettent de créer des emplois. Des politiciens qui croient les promesses des patrons, ça vous inspire confiance ? Et pour se montrer "équitable" (mais qui peut croire à cette farce ?) le gouvernement a prévu un "pacte de solidarité" : 5 milliards de baisse des cotisations salariales. 50 milliards pour la minorité des riches (plus les exonérations précédentes), 5 milliards pour la majorité des travailleur-se-s, merci la gauche !

Par ailleurs, tout ce fric vient des cotisations aux organismes de protection sociale, c'est cette partie de nos salaires qui nous est reversée sous forme d'assurance maladie, chômage, vieillesse. Tous ces milliards manquants (plus ceux que le gouvernement a prévus pour réduire le déficit public) vont venir justifier que la santé soit de plus en plus chère, les chômeur-se-s de moins en moins indemnisé-e-s et que l'âge de la retraite soit encore repoussé. Après les réformes récentes et les plans sociaux en cascade, ça fait beaucoup.

Ici à Besançon, JLF (qui n'a pas travaillé depuis 17 ans) s'affiche comme le principal défenseur de l'entreprise et du commerce... Rien d'étonnant donc que la mairie soit restée "socialiste".

## Pour les pauvres : la répression

Contre ceux qui s'opposeraient à cette politique le gouvernement applique les mêmes recettes que ceux qui l'ont précédé, en témoigne l'acharnement judiciaire contre le site d'information Le Jura Libertaire, ou à Metz contre un manifestant anti-CPE (pour avoir participé à l'occupation d'une gare il y a 8 ans). La récente loi de programmation militaire transforme toute personne engagée en "terroriste" potentiel. Rien d'étonnant à cela : c'est le propre des gouvernements ; dans tous les pays la police arrête des grévistes, militant-e-s et manifestant-e-s et des tribunaux les poursuivent. Les Etat entretiennent une véritable *guerre de basse intensité permanente* contre leur population.

Dans notre ville les flics sont omniprésents au centre et dans certains quartiers, et désormais des caméras surveillent nos moindres mouvements. Le maire nous a promis plus de flics et de caméras (la seule promesse qu'il tiendra ?). Le contrôle social est un aspect essentiel de la ville que préparent "nos" élus. L'autre aspect, c'est le profit. La mairie cherche à attirer au centre et dans les quartiers proches des consommateurs-trice-s aisé-e-s, et donc à déplacer les pauvres et autres "indésirables" en périphérie. Pour ça tous les moyens sont bons : tramway (wagons à clients), construction de logements de luxe, spéculation immobilière, fermeture des locaux municipaux et associatifs pour en faire des commerces, délocalisation des services sociaux, expulsion des squats, institutionnalisation de la culture et des associations, "éco-quartiers" (= ghettos branchés), suppression de toute expression libre dans les rues (affichage, tags), publicité partout, mobilier anti-zonards, cadeaux aux entreprises... La ville technologique aseptisée qu'on veut nous imposer, qu'on tente de nous vendre à coup de pseudo démocratie participative, est l'aboutissement du capitalisme : un centre commercial à ciel ouvert, la ségrégation sociale par le pouvoir d'achat.

## Les services publics sacrifiés

Les politiques d'austérité n'ont pas tardé à produire leurs effets, directement palpables autour de nous : dans les hôpitaux (Novillars, Minjoz, Lure...) des lits sont supprimés et le temps de travail augmente sur ordre de l'Agence régionale de santé ; l'université est en phase d'être démantelée, des classes ferment dans les écoles (Jura) ; le centre de tri du courrier de Besançon (300 emplois) va fermer, ainsi que le bureau de poste de Chateaufarine, les tournées des facteurs ont été rallongées ; les collectivités territoriales gèlent les salaires et les embauches ; les transports et l'énergie sont pratiquement privatisés et leurs prix n'arrêtent pas d'augmenter ; la CAF a fermé son accueil public et prend un retard monstrueux dans le traitement des dossiers (mais pas dans la traque aux fraudeurs) ; le pôle emploi n'aide pas les chômeur-se-s, il les "gère", etc., etc. De manière générale tous les établissements publics voient leur budget et leurs effectifs réduits, et le projet de recentralisation des collectivités territoriales s'inscrit dans cette logique de démantèlement.

Les travailleur-se-s des services publics luttent contre ces régressions, mais se retrouvent souvent isolés. Il est nécessaire de les soutenir, non pas pour défendre les institutions existantes, mais car toute attaque contre leurs conditions de travail est aussi une détérioration de la qualité des services, et donc une attaque contre nos conditions de vie. Et puisque le système actuel ne correspond pas à nos idéaux d'autonomie et de solidarité, et qu'il n'est même pas capable de satisfaire nos besoins immédiats, les luttes doivent converger pour proposer une autre société.

## Auto-gérer les services et l'espace publics

La ville est à celles et ceux qui l'habitent. Les rues et les places ne seront des espaces publics que quand cell-eux qui y passent et s'y arrêtent seront maîtres de ce qu'il s'y passe. Les "services publics" ne serviront l'intérêt général que quand ils seront directement gérés par les travailleur-se-s et les usager-e-s. Et certains de ces services devront disparaître : l'armée, la police, le contrôle social sous toutes ses formes, ou l'industrie nucléaire ne sont pas des biens collectifs mais plutôt des nuisances à détruire. Cela, aucun conseil municipal ou régional ne le peut, l'Etat ne leur en donne même pas les moyens, et la délégation du pouvoir est incompatible avec l'intérêt général. Il ne s'agit pas de changer de dirigeants, il s'agit de se débarrasser d'eux pour que chacun-e participe aux décisions qui concernent sa vi(II)e. Il s'agit d'une révolution sociale et libertaire.

**À Besançon, à Athènes, au Caire, partout...  
Pas d'élus, des luttes !  
NI DIEU NI MAIRE, VIVE LA COMMUNE !**



**FA  
CNT  
Libertaires**



# NOUS NE FÊTONS PAS LE TRAVAIL !

## *Le 1er mai, une histoire de luttes...*

**Chicago, 1er mai 1886** : une grève générale éclate pour réduire la journée de travail à 8 heures. Elle se prolonge, le 3 une manifestation tourne à l'émeute et fait 3 morts, le 4 une bombe tue un policier et 7 autres meurent dans l'affrontement qui suit. 5 syndicalistes anarchistes sont condamnés à mort. Cette date devient rapidement une journée annuelle de luttes et de commémoration des massacres d'ouvrier.e.s.

**Barcelone, 1890** : grève générale pour la journée de 8h. La même année à Vienne (Isère), suite à l'agitation des libertaires un mouvement de grèves spontanées éclate, une usine textile est pillée, des barricades fleurissent. **Fourmies (Nord), 1891** : la police tire sur une manifestation tuant 9 personnes. Le même jour la police blesse 3 anarchistes à Clichy ; à Rome la manifestation se solde par un mort et 200 arrestations.

**Chicago, 1894** : grève massive des chemins de fer, des émeutes éclatent aussi à Cleveland (Ohio). **France, 1906** : grève générale pour la journée de 8h, qui ne sera totalement établie qu'en 1919. **Paris, 1907** : un anarchiste tire sur la police, il fera 17 ans de bagne. **Buenos Aires, 1909** : une manifestation anarchiste ouvrière de 30000 personnes est réprimée, avec 8 morts et 105 blessés. S'ensuit une grève générale qui sera écrasée dans le sang. **Cleveland, 1919** : une émeute éclate, 2 morts, 40 blessé.e.s et 116 arrestations. **Turin, 1920** : un mois après la grève générale, un meeting regroupe 100 000 travailleur.euse.s ; la police charge, tire, tue 2 personnes et en blesse 30. **Turquie, 1924 et 1925** : les manifestations, illégales, sont dispersées. **Chine, 1925** : fondation de la Fédération des syndicats de Chine. **Barcelone, 1931** : manifestation de la CNT, avec des délégations anarcho-syndicalistes d'Europe, cortège de 100 000 personnes. La foule envahit le palais de la généralité, des coups de feu sont échangés (3 morts) et le massacre est évité grâce à une compagnie de fantassin ralliée aux manifestants. **Espagne, 1936** : sortie du 1er numéro de *Mujeres libres*, journal de l'organisation féministe et anarcho-syndicaliste du même nom. **Athènes, 1944** : 200 prisonniers communistes sont exécutés par l'armée allemande. **Sicile, 1947** : 11 manifestant.e.s sont tué.e.s et 27 blessé.e.s par un groupe mafieux séparatiste. **Honduras, 1954** : début de la plus grande grève de l'histoire du pays. **Portugal, 1974** : Une semaine après la chute du dictateur Salazar, plus grande manifestation de l'histoire du pays. **Paris, 1979** : 1er attentat du groupe Action directe contre le siège du Conseil national du patronat français (ancêtre du MEDEF). En **Allemagne, depuis 1987**, des affrontements ont lieu chaque année entre la police et les manifestant.e.s anti-capitalistes. **Moscou, 1990** : M. Gorbatchev est hué par la foule et doit quitter la tribune. Le même jour à Paris des anarchistes renomment la station de métro "Stalingrad" "Commune de Kronstadt". **France, 2002** : 1,3 million de personnes manifestent contre l'extrême-droite. **Etats-Unis, 2006** : grande grève des immigré.e.s latino-américain.e.s pour l'égalité. **Los Angeles, 2007** : la police charge brutalement un rassemblement. **Grèce, 2010** : affrontements dans plusieurs villes. **Istamboul, 2012** : 60 anarchistes sont arrêtés lors de la manifestation (comme en 2007 et 2008).

**1er mai 2013** : émeutes et affrontements à Madrid, Montréal, Seattle, Bogota, Santiago, Istamboul, Le Caire, en Algérie...

## *... et de récupérations politiciennes*

Certain.e.s célèbrent le 1er mai la fête de la valeur travail, il.le.s légitiment ainsi l'exploitation du plus grand nombre par une minorité.

**1920 : l'Union soviétique** fait du 1er mai la fête des travailleurs, ou plutôt du régime bolchévique. En réaction il devient l'année suivante aux **Etats-Unis** "Americanization Day". Il devient en **Allemagne en 1933** le "Jour du travail national". **1941 : le maréchal Pétain** et René Belin, ancien dirigeant de la CGT devenu ministre du travail, proclament le 1er mai "fête du travail et de la concorde sociale". **1955 : Le pape Pie XII** institue le 1er mai la St Joseph, patron des artisans et symbole de la famille chrétienne. **1961 : Fidel Castro** proclame le caractère socialiste de la révolution cubaine. **1968 : le Parti communiste** tente d'exclure par la force les anarchistes de la manifestation parisienne. **Depuis 1988 le Front national** organise sans grand succès un rassemblement en l'honneur de Jeanne d'Arc. **2012 : Nicolas Sarkozy** organise un rassemblement pour fêter le "vrai travail" (les gaulistes avaient essayé de le faire à 2 reprises dans les années 1940).

## **NI RÉPRESSION, NI RÉCUPÉRATION, LE 1ER MAI VIVE LA RÉVOLUTION !**

